



TIERS-MONDE

Crise et internationalisme

par LUCIEN PRAIRE (\*)

L'IMPORTANCE du chômage, la disparition de parties importantes de secteurs industriels (textile, sidérurgie, chantiers navals...), la crise de régions entières (Lorraine, Nord, Midi...), ne reflètent plus, quoi qu'en disent les experts officiels, le simple niveau de la crise. Elles débouchent sur un changement profond des mentalités, sur une inquiétude considérable des populations. Le développement du racisme, la résurgence de la xénophobie, sont les compagnons usuels et odieux des périodes de crise.

Mais peut-on croire le président de la République lorsqu'il en appelle, dans sa dernière conférence de presse, à « la solidarité entre les peuples voisins de l'Europe contre les forces de l'égoïsme et de la division » ? La solidarité n'est pas abstraite ; elle se manifeste pour un projet, contre un adversaire : pour quoi, contre quoi s'exerce et s'exercera la solidarité des ouvriers sidérurgistes français, des ouvriers sidérurgistes européens ?

La crise est internationale et

si les solutions sont, certes, de façon globale, internationales, faut-il en conclure qu'elles nous échappent totalement, qu'un consensus international est préalable à toute politique nouvelle ? Telle est, au-delà des formules de style, l'argumentation de M. Barre. En attendant ce consensus miracle qui, apparemment, ne se profile pas, les chômeurs ne cessent de chômer, les entrepreneurs de ne plus entreprendre. N'est-il pas symptomatique de voir un gouvernement, incapable de promouvoir des emplois, utiliser ses moyens politiques et financiers pour concurrencer l'Autriche dans l'obtention d'une usine Ford sur son territoire ? Serions-nous en voie de « tiers-mondisation » ?

Les partisans du repli cherchent leur justification, développent leur propagande. L'extérieur — considéré comme un tout hostile — affaiblirait, selon eux, notre économie. Ils développent la thèse de la concurrence principale des pays du tiers-monde et de notre dépendance qui s'accroîtrait par rapport à eux. Apportons quelques précisions.

Le faible coût de la main-d'œuvre

Il est exact que certaines multinationales, attirées par le faible coût de la main-d'œuvre, ont transféré leurs usines dans le tiers-monde ; ce fait est cependant limité à quelques secteurs ou quelques produits tels que le textile : notons en effet que les investissements des multinationales françaises dans le tiers-monde ne représentent que 30 % du total des investissements français à l'étranger — encore faut-il noter qu'ils incluent les importants investissements pétroliers et que nombreux sont les investissements dans le tiers-monde dont la motivation est plus la recherche locale de marchés nouveaux que de bas salaires. Remarquons aussi qu'il est rapide de parler, dans ces cas, de « concurrence du tiers-monde » et qu'il conviendrait de parler de « restructuration des multinationales ». Faut-il enfin rappeler que la balance commerciale française est excédentaire avec tous les pays non développés qui ne produisent pas de pétrole ?

Mais l'idée se répand néanmoins. Le tiers-monde... les Arabes... d'où nous viendrait tout le mal : le prix du pétrole, le transfert des usines, les immigrés qui créeraient le chômage. Certains utilisent ces réflexes pour développer leur audience. C'est à cela que répond François Mitterrand lorsqu'il expose qu'« il faut comprendre que l'on ne survit pas dans le repli sur soi ».

Comment mettre en œuvre cette volonté ? En ne se bornant pas, comme Valéry Giscard d'Estaing, à invoquer la solidarité, mais en cherchant les moyens de sa concrétisation à partir d'une analyse des causes engendrant la division. Personne ne peut, par exemple, douter de l'aspiration des peuples d'Europe à développer leurs liens ; mais une tendance au repli se manifeste naturelle-

ment devant le naufrage de régions entières entraînés par le processus de restructuration économique mondiale. Il y a là un risque de division. On ne peut assimiler cet objectif historique qu'est le renforcement des liens entre les peuples et le développement sans contrôle de l'enchevêtrement des intérêts multinationaux. Poser des préalables économiques et sociaux à l'éclaircissement européen n'est ainsi pas un obstacle aux liens entre les peuples d'Europe, mais la condition de leur développement bien compris. Sachons découvrir les bases des solidarités effectives ; constatons par exemple la solidarité réelle des salariés de toute l'Europe occidentale pour la réduction du temps de travail.

Aujourd'hui les décisions s'imposent. Le danger est réel de dérapages chauvins. Il ne peut être combattu que par un projet autour duquel pourra se manifester concrètement la solidarité des peuples. La restructuration du capitalisme, le redéploiement des multinationales, opposent les intérêts, rendent de plus en plus anarchique le développement mondial. A cette logique de laissez faire, opposons notre volonté de développement économique, social et humain, national et international, dont les populations avaient la maîtrise.

La socialisation des secteurs dominants de l'économie, l'élaboration d'une planification démocratique, la négociation de contrats de codéveloppement avec les pays du tiers-monde, pour le développement de liens avec un tiers-monde enfin souverain, pour la construction de l'Europe des travailleurs, et non pas celle des multinationales, n'ont pas d'autre sens.

(\*) Secrétaire de la commission nationale tiers-monde du parti socialiste.

L'INSURRECTION DES CONSCIENCES

par JEAN ZIEGLER

ENTRE les pays industrialisés et les pays du tiers-monde, fournisseurs de matières premières ou simplement receveurs de subsides, rien ne va plus. En 1977, 52 000 experts ont participé à 1 026 réunions, sessions et conférences internationales, convoquées à Genève par les organisations intergouvernementales ; ces réunions ont « produit » environ 14 000 séances de travail ; ces conférences et réunions ad hoc s'ajoutent au travail régulier, quotidien, des 20 000 fonctionnaires internationaux de 110 organisations internationales ayant leur siège à Genève (1). Or, le dialogue Nord-Sud reste bloqué. « Depuis 1964 [première conférence mondiale sur le commerce, fondation de la Conférence sur le commerce et le développement chargée de défendre les intérêts commerciaux des pays dépendants] rien n'a changé. « L'ONU a perdu le peu de prestige qui lui restait. Le nouvel ordre économique international relève de l'incantation. Il est rituellement célébré dans les assemblées, séminaires et colloques de tout genre. Pas le moindre progrès n'a été enregistré en vue de sa réalisation. » Ce commentaire déabusé d'un haut fonctionnaire de la CNUCED peut sembler exagéré. Il reflète pourtant assez fidèlement le sentiment d'impuissance ou même le désespoir qui prévaut chez les plus convaincus des délégués gouvernementaux, fonctionnaires internationaux ou experts universitaires engagés dans le travail de la restructuration des relations Nord-Sud.

Une sorte de dialectique négative gouverne les rapports Nord-Sud : plus de chômage, la maladie, la malnutrition, augmentent au sein des peuples pauvres, moins les nations riches

sont disposées à consacrer des fonds à l'aide au développement. En 1977, les pays de l'OCDE attribuaient en moyenne 0,33 % par an de leur produit national brut à l'aide aux pays pauvres. En 1978, ce pourcentage est tombé à 0,31. Pis encore : les pays les plus agressivement riches qui tirent les profits les plus considérables du tiers-monde sont ceux qui consacrent les crédits les plus insignifiants à l'aide au développement. Exemple : la R.F.A. n'a versé en 1978 à l'aide au développement bi- et multilatérale que 0,27 % de son P.N.B. (contre 0,99 % pour la Suède, 0,85 % pour les Pays-Bas, 0,63 % pour la France).

Comment comprendre cette régression ? La première évidence qui frappe est la non-représentativité de nombre de gouvernements du tiers-monde (2). Aux Nations unies, à New-York ou à Genève, dans les organisations spécialisées ou les conférences bilatérales ne se rencontrent, de rares exceptions mises à part, toujours que deux espèces d'hommes : les fondés de pouvoir européens, japonais, nord-américains, du capital financier du centre et les délégués des gouvernements de la périphérie mis en place par ce même capital. Conférences de presse, résolutions, déclarations, colloques, produisent une rhétorique enflammée ; les envoyés de Mobutu, Videla, Pinochet, Marcos, Suharto, Bokassa, attaquent durement les représentants des Etats capitalistes du centre. A New-York, Paris et Genève, les hommes de la nuit s'insistent ainsi leur dernier outrage.

Les rapports de violence

Cependant, ces « combats de coqs », destinés à masquer les réels rapports de violence qui sont au fondement de l'ordre économique mondial, perdent graduellement de leur efficacité. Un exemple : au Zaïre, la dictature de Mobutu, installée après l'écrasement, par les combattants belges de la deuxième insurrection lumbumbi (1965), révèle aujourd'hui son dysfonctionnement. Dans l'un des pays les plus fabuleusement riches de la terre, le chômage, la sous-nutrition, l'arbitraire policier, ont atteint aujourd'hui un seuil intolérable. Le pillage de l'économie zaïroise par le capital transnational et les dignitaires du régime contraignent les tuteurs étrangers à sévir sans ménagement : en septembre 1978, une conférence dite de « redressement économique », convoquée par les tuteurs du Zaïre, se réunit à Bruxelles. Le Fonds monétaire international est chargé de l'exécution de ses décisions. Le redoutable Erwin Blumenthal, chef de la mission du Fonds, s'installe à la Banque centrale de Kinshasa. Comme première mesure, il retire les services de la banque à toute société qui refuse de rapatrier ses capitaux illégalement transférés à l'étranger, ou de payer ses dettes contractées auprès de la banque. Une première liste de sociétés « fautives », appartenant pour la plupart à des dignitaires du régime Mobutu, est publiée en janvier 1979.

Certains critiques du système impérialiste mondial prétendent que le dialogue Nord-Sud lui-même est un leurre (3). Les revendications du groupe de Lima (4), si elles correspondent à besoins urgents des peuples dominés, ne sauraient faire

l'objet d'une négociation, car leur satisfaction briserait la logique, le fonctionnement de la domination. La solution serait la guerre populaire prolongée à la périphérie, soutenue par les classes travailleuses du centre. Tout espoir en la négociation est-il donc perdu ? « Introduire la morale dans la politique ? La plupart des hommes d'Etat lèvent les yeux au ciel, apitoyés devant une si naïve prétention (5). »

Or il existe des hommes d'Etat qui démentent la prédiction d'André Fontaine. Ils s'appellent Willy Brandt, Olof Palme, Edgard Pisani, Layachi Yaker, Ian Pronk, Amir Jamal. Réunis avec une douzaine d'autres experts et responsables politiques au sein de la Commission indépendante pour l'étude des problèmes du développement, ils tentent de réintroduire dans la négociation Nord-Sud certains principes élémentaires de raison et de morale. Le secrétariat de la ICIDI, dirigé par un économiste de réputation mondiale, Goran Ohlin de l'université d'Upsala, a été installé en 1977 pour une durée maximale de dix-huit mois (6). Rigoureusement indépendante de toute instance nationale ou internationale, la Commission élabore à l'intention des organisations intergouvernementales et des gouvernements du Nord et du Sud des propositions pour une « justice sociale internationale (7) ». On connaît dès maintenant certaines des mesures novatrices, parfois révolutionnaires, que la commission Brandt publiera au cours de l'année 1979.

Pour le monde industriel, la ICIDI préconise un impôt international en faveur des pays les plus pauvres ; différents modèles sont à l'étude : pour pallier la fuite des cerveaux, les pays industriels verseraient à une caisse de compensation internationale une sorte de taxe pour toute personne du tiers-monde qui, formée dans un pays industriel, déciderait de s'établir sur place (c'est-à-dire en Europe, en Amérique, en U.R.S.S. ou au Japon) au lieu de rentrer dans son pays d'origine. Autre mesure : afin de permettre aux pays du tiers-monde de planifier leurs recettes budgétaires, les Etats du centre seraient tenus d'engager à l'avance, pour une durée de plusieurs années, leurs prestations à titre d'aide au développement ; aujourd'hui, ces prestations varient d'année en année en fonction de considérations politiques et financières internes, propres aux pays industriels. Autre mesure encore : une convention internationale serait conclue entre les grands empires bancaires, les banques moyennes et banques d'Etat du monde industriel, d'une part, et les gouvernements du tiers-monde, de l'autre, afin d'ouvrir le marché financier international aux pays pauvres ; elle devra permettre à ces pays de se libérer de la dépendance d'un petit nombre de banques multinationales puissantes ; aujourd'hui encore, ces banques multinationales retirent leurs crédits chaque fois qu'une occasion d'investissement ou de profit plus lucrative s'offre à elles ailleurs, dans le monde, plon-

geant ainsi les pays pauvres dans des crises de paiement récurrentes. D'autres mesures proposées par la ICIDI exigent des négociations plus longues : le monde dépense environ 1 milliard de dollars par jour pour la production et l'achat d'armes de guerre ; une conférence mondiale du désarmement devrait réunir les principaux producteurs d'armes et leurs clients du tiers-monde, afin de réduire globalement les taux des investissements consacrés à l'armement. Autre problème : aujourd'hui, 7 % seulement de la production mondiale de biens manufacturés viennent du tiers-monde ; les commissaires visent un but ambitieux : en l'an 2000, le tiers-monde devrait produire le 25 % des biens manufacturés du monde. Pour réaliser ce projet, les pays du centre devraient ouvrir largement leurs frontières aux produits manufacturés de la périphérie.

Des réformes draconiennes

L'établissement d'une justice sociale internationale embryonnaire exige des réformes draconiennes au sein même des pays du tiers-monde. En voici quelques exemples : la commission Brandt, préoccupée par le problème de la non-représentativité de nombreux gouvernements de la périphérie, ne peut intervenir dans les structures du pouvoir des Etats nationaux dépendants ; en revanche, elle propose comme mesure d'urgence une assistance technique permettant aux pays dépendants de former des secrétariats de conférence efficaces ; les délégués, experts et négociateurs des pays dépendants se présentent aujourd'hui encore (à part quelques exceptions) à la table des négociations avec des négociateurs dont la qualité professionnelle, la formation et la documentation sont très inférieures à celles des négociateurs du monde industriel. La réforme agraire, le changement des structures de propriété et de la production rurales comportent une autre exigence. La facture pétrolière qui augmente d'année en année épuise les faibles réserves de devises de bien des pays dépendants ; la commission Brandt propose la mise au point de recherches d'énergies alternatives (solaire, vent, eau) pour le tiers-monde. Reste l'effrayant problème de la santé : l'absence de soins médicaux, les maladies infectieuses qui affectent des centaines de millions d'hommes du tiers-monde sont des problèmes qui ne seront résolus ni par les grandes actions régionales de l'OMS ni par les dispositifs nationaux de santé qui s'articulent généralement autour de quelques rares unités hospitalières suréquipées, inaccessibles aux pauvres. Seule la formation de nombreux « médecins aux pieds nus », aptes à la fois à utiliser la médecine traditionnelle de leur pays respectif et les connaissances de la médecine occidentale, peut combattre efficacement les maladies (maladies de la sous-nutrition, tuberculose, etc.) propres au tiers-monde.

Une question posée : que peut faire la commission ? Une conviction habite Willy Brandt et ses amis : en Occident, le capital a homogénéisé les consciences. La ratification est presque achevée. Dans les Etats industriels dits socialistes, une même rationalité marchande gouverne les rapports entre les hommes. Quant aux peuples du tiers-monde, ils sont,

dans leur grande majorité, asservis par des gouvernants oppressifs qui empêchent la libre expression de leurs revendications. L'actuel rapport Nord-Sud est un rapport de violence. La rareté des biens, la pénurie dont souffrent les deux tiers de l'humanité, sont organisées au profit des classes dominantes minoritaires des nations du centre. Or un monde où douze mille personnes meurent de faim tous les jours, où cinq cents millions d'hommes végètent dans les conditions subhumaines est un monde inacceptable (8). Seule une insurrection des consciences en Occident, c'est-à-dire la pression massive d'une opinion publique informée pourra débloquer la négociation Nord-Sud et imposer une réforme du marché mondial dont les critères décisifs seront le bonheur des hommes, la justice sociale internationale et l'établissement de relations de complémentarité entre les peuples.

(1) La crise économique frappe le monde entier... sauf la bureaucratie internationale... de 1975 à 1978, les effectifs globaux des organisations intergouvernementales à Genève ont augmenté de 3,1 %, ceux des missions permanentes gouvernementales de 4,4 %. cf. Enquête du service de statistiques de la République de Genève, décembre 1978.

(2) Dans Main basse sur l'Afrique (Ed. du Seuil) 1978, je tente de donner les raisons de cette non-représentativité.

(3) Tel semble être l'avis, notamment de Samir Amin, exprimé au Colloque de l'ONU, « Développement économique et information », Tunis, octobre 1977.

(4) A la conférence des Nations unies sur le développement, à Lima 1974, soixante-dix-sept pays de la zone tricontinentale ont présenté une plate-forme de revendications communes, cf. également Y. Berthelot et G. Tardy, Défi économique du tiers-monde, Ed. La Documentation française, décembre 1978.

(5) André Fontaine : le Dernier Quart du siècle, Ed. Payard, 1976, p. 219.

(6) La ICIDI (Independent commission on international development issues) a tenu jusqu'ici cinq séances : à Gynich (près de Bonn), au Mont-Pèlerin (Suisse), Bamako (Mali), Tarrytown (Etat-Unis) et Kuala-Lumpur (Malaisie). Le secrétaire exécutif s'est rendu à Moscou en 1978.

(7) Le terme est de Willy Brandt in Der Spiegel, n° 6, 1979, p. 24/25.

(8) Pour les plus récents chiffres, cf. René Dumont, Paysans écrasés, terres massacrées, Ed. Laffont, 1978.



LE CAS SCHREBER. Contributions psychanalytiques de langue anglaise par Franz Baumeyer et divers auteurs. Le cas Schreber revêt une importance capitale en psychanalyse ; les « Mémoires d'un névropathe », autobiographie d'un psychotique de génie, sont, selon Freud, un document irremplaçable. Ce recueil présente les recherches faites sur Schreber par les auteurs de langue anglaise dans la période allant de 1949 à 1975. Il comprend aussi bien les dossiers cliniques des hôpitaux que les découvertes concernant les méthodes d'éducation préconisées par le père de Schreber, médecin célèbre en Allemagne. puf

UN NUMÉRO SPÉCIAL DE « LA JAUNE ET LA ROUGE » L'Amicale des anciens élèves de l'École polytechnique vient de publier un numéro spécial de sa revue mensuelle la Jaune et la Rouge sur le tiers-monde (1). Sous la direction de MM. Michel Arnaudon, Pierre Garrigues et Claude Laigle, un dossier très vivant et très actuel a été établi. Tous les articles, comme il est de règle, sont écrits par des « X ». Ils s'organisent autour de cinq thèmes : les réalités du tiers-monde ; des points de vue sur le développement ; l'ordre international en question ; les institutions ; la technologie. Le mérite de ce numéro spécial tient notamment au fait que de nombreux articles ont été écrits non seulement par des professionnels de haut rang, mais par des hommes qui ont vécu sur le terrain. Sans doute manque-t-il des points de vue de ressortissants du tiers-monde. Il est vrai qu'assez peu sont polytechniciens... (1) 17, r. Descartes, 75005 Paris.

Le Monde Service des Abonnements 5, rue des Italiens 75427 PARIS - CEDEX 09 C.C.P. Paris 4207-23 ABONNEMENTS 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois FRANCE - D.O.M. - T.O.M. 128 F 235 F 343 F 450 F TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE 228 F 435 F 643 F 850 F ETRANGER (par messageries) I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 155 F 290 F 425 F 560 F II. - SUISSE - TUNISIE 203 F 385 F 568 F 750 F Par voie aérienne Tarif sur demande Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) vront bien joindre ce chèque à leur demande. Changements d'adresse (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE





## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IDEES — TIERS-MONDE.
- 3. ETRANGER — Vive émotion dans le monde après l'exécution d'Ali Bhutto.
- 4. ASIE — AFRIQUE
- 5. AMERIQUES — CHILI : « La dictature installée » (I), par Thierry Marliac.
- 6. PROCHE-ORIENT — EUROPE
- 7 à 11. POLITIQUE — La crise entre le pouvoir et le K.P.R. : « Intellectuellement honnête ? », libre opinion par Alain Devaquet. — Points de vue avant le congrès du P.S. : « Synthèse pour un grand parti », par Roger Fajardie ; « La réponse des oubliés », par Lionel Jospin.
- 12 à 14. LE DEBAT NUCLEAIRE — « Les Etats-Unis à la conquête des énergies nouvelles » (II), par Marc Ambroise-Rendu.
- 16. JUSTICE

### LE MONDE DES LIVRES

Pages 17 à 24

LE FEUILLETON de Bertrand Poirot-Delpech : « L'île Atlantique », de Tony Duvert ; « Portrait de Julien devant la fenêtre », d'Yves Navarre.

ROMAN : Victor-Lévy Beaulieu : une œuvre à découvrir.

NOUVELLE : Marcel Mariën ou l'art de surprendre.

SCIENCES HUMAINES : Freud psychanalysé ; Schreber père et fils.

LETTRES ETRANGERES : Pa Kin entre Tolstoï et Henry James.

ENTRETIEN : Demouzon et le roman policier.

### 25 à 27. CULTURE

— THEATRE : « Coriolan » à l'Odéon.

— EXPOSITIONS : Ernest Pignon Ernest à l'ARC.

### SPORTS

### 32. EQUIPEMENT

### 33 à 35. ECONOMIE

### LIRE EGALEMENT

#### RADIO-TELEVISION (28)

Années classées (30 et 31) : Aujourd'hui (28) ; Carnet (28 et 29) ; « Journal officiel » (29) ; Loterie nationale et Loto (29) ; Météorologie et Bulletin d'enseignement (29) ; Mots croisés (29) ; Bourse (37).

## TRECA EPEDA SIMMONS



LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

### CAPÉLOU

DISTRIBUTEUR

Seule adresse de vente

37, AVENUE DE LA REPUBLIQUE

PARIS XI<sup>e</sup> ■ Metro Parmentier

Tél. 357.46.35

FLEURISSEZ VOTRE SOCIÉTÉ !!!

**localflor**

VENTE LOCATION RUNGIS

686.91.50

Ex. 4 plantes superbes dans le hall de votre entreprise pour 360 F/mois, entretien compris

## La C.G.T. ne donnera pas de consignes de vote pour les élections européennes

La C.G.T. a rendu publique, le 5 avril, sa position sur l'Europe, arrêtée, la veille, par sa commission exécutive. Exprimée dans un document de dix-neuf pages, elle est conforme à la ligne traditionnelle de la centrale. La C.G.T. ne donnera pas de consignes de vote et le document, de caractère général, n'est pas « cristallisé » sur les élections du 10 juin.

M. Galland, secrétaire confédéral chargé de ce secteur, a souligné que les positions antérieures n'étaient en rien édulcorées bien que des divergences sérieuses soient apparues lors des précédentes réunions de la commission exécutive. Les militants communistes qui, pour la plupart, souhaitent un engagement plus prononcé dans la campagne « anti-européenne », se sont heurtés aux éléments socialistes et à ceux qui ne portent pas d'étiquette politique. Finalement, à la mi-mars (Le Monde du 17 mars) une commission de huit membres, représentant les diverses « sensibilités » avait été chargée d'élaborer le texte qui vient d'être adopté.

MM. Germon, Carassus, Feuilleux et les autres militants socialistes

estiment que le compromis leur apporte certain nombre de satisfactions. La méthode de discussion pratiquée est la première mise en application de l'orientation adoptée au congrès de Grenoble dans le sens de l'ouverture et de la démocratisation.

Dans sa déclaration, la C.G.T. explique d'abord ce qu'elle entend par son aspiration à « une Europe des travailleurs » : ceux-ci pourraient décider démocratiquement des mesures qui les concernent. C'est-à-dire une Europe socialiste.

La C.G.T. définit ses objectifs immédiats : modifier le traité de Rome dont elle ne demande pas l'abrogation ; accroître et coordonner la lutte contre les multinationales ; approfondir ses recherches sociales ; défendre la souveraineté nationale dans le cadre de la coopération ; développer les relations avec toutes les organisations syndicales, etc. Enfin, les cégétistes ont de nouveau exprimé leur détermination d'obtenir leur affiliation à la Confédération européenne des syndicats. — J. R.

## L'ARGENTINE ET LA FRANCE SIGNENT UN ACCORD DE DOUBLE IMPOSITION

Buenos-Aires (A.F.P.). — La France et l'Argentine ont signé, le 4 avril, un accord de double imposition, qui devrait permettre d'intensifier les échanges commerciaux et d'encourager les investissements français. Ainsi les prêts au commerce extérieur garantis par un organisme public français ne seront plus imposables en Argentine et bénéficieront en France même d'une « crédit d'impôt ».

Dans le domaine de l'assistance technique, les redevances perçues en Argentine ne pourront excéder 18 %, alors que les sommes afférentes à ce chapitre bénéficieront d'une réduction d'impôt de 20 % en France. En matière d'investissements, l'accord définit le régime d'établissement stable et prévoit une limitation de l'impôt à la source sur les dividendes, en même temps qu'un crédit d'impôt en France.

En signant cet accord, M. Papon, ministre français du budget, a rappelé le « dialogue privilégié » qui a toujours existé entre les

deux pays. Il a souligné que ces entretiens avaient fait ressortir que, au-delà de leurs systèmes politiques, les deux peuples étaient les héritiers d'une même civilisation. Rappelant que quinze mille Français travaillaient en Argentine et que celle-ci se plaçait au quatrième rang des pays pour les investissements français à l'étranger, il a indiqué que les industriels français pouvaient apporter un concours plus important à l'Argentine. Décoré de la grande-croix de l'ordre de Maï, la plus haute distinction réservée aux ministres et diplomates, M. Papon a aussi été reçu par le président Videla.

## LE CHANCELIER KREISKY INSISTE POUR QUE FORD ANNONCE RAPIDEMENT SA DÉCISION

Le chancelier autrichien, M. Kreisky, a affirmé, mercredi 4 avril, dans une déclaration publiée par le quotidien Kurier : « L'Autriche serait déçue des accords conclus avec Ford si les responsables de cette entreprise ajournaient la décision d'implantation d'une usine de montage soit en France, soit en Autriche. »

Le gouvernement autrichien avait proposé à la fin du mois de février diverses facilités à Ford pour qu'elle installe une usine de montage à Aspern, près de Vienne. M. Kreisky avait alors affirmé que « Ford prendrait une décision avant le mois de mai ». Le retard apporté à la prise de décision de Ford gêne considérablement le gouvernement, qui doit affronter le 6 mai les élections législatives. Le projet Ford constitue en effet l'un des points essentiels du programme électoral du parti socialiste, basé sur la lutte contre le chômage.

### PRÊT-A-PORTER

avec la garantie des ateliers

tailleur de haute couture

### LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris (Opéra) - Tél. 742-70-61

## Les négociations entre la direction de Sacilor-Sollac et les syndicats s'achèvent sur une impasse totale

M. Mayoux, le nouveau P.-D.G. de Sacilor-Sollac, a confirmé aux syndicats de la sidérurgie, le 4 avril, lors de la cinquième et dernière réunion de concertation — quarante heures de discussions au total, — que la rationalisation des effectifs du groupe était pour lui une nécessité si l'on voulait que Sacilor-Sollac retrouve un équilibre financier en 1981, alors que le déficit pour 1978 atteint 1 milliard de francs et que celui de 1979 doit encore s'élever à un demi-milliard de francs.

Selon M. Mayoux, il faudrait investir 3,5 milliards de francs d'ici à 1981 pour moderniser les équipements, et notamment le grand train de laminage de la Sollac, à Ebange - Florance. M. Mayoux assure qu'il n'y a aucun plan de déflation d'effectifs aussi brutale, mais il n'exclut pas des « allègements gérables » par la suite, compte tenu de la

modernisation, des départs et de la rotation du personnel.

En tout état de cause, compte tenu du « délai de prévenance » de quatre mois, la commission départementale de l'emploi sera saisie dès le 16 avril des premières demandes de licenciements ; dans cette optique et pour éviter tout chômage, M. Mayoux souhaite que s'ouvrent au plus vite les négociations sur la convention sociale : « Il serait raisonnable d'en avoir terminé en juin. » En outre, les travailleurs immigrés recevront de Sacilor-Sollac une indemnité supplémentaire de 10 000 francs en sus des 50 000 francs alloués par les pouvoirs publics dans le cadre de l'aide au retour.

Pour les organisations syndicales, c'est l'échec : dans une déclaration communes elles constatent qu'« il n'y a pas eu de négociations, ni d'atténuation des mesures annoncées, mais un simple échange d'informations, sans qu'aucun moment la direction de l'entreprise infléchisse ses positions ».

« On nous a menés en bateau », a déclaré M. Paul Marchelli (C.G.C.). « Les négociations n'ont jamais commencé », a estimé la C.G.T. « C'est encore plus difficile que ce qu'on craignait », a jugé la C.F.D.T. « La direction de Sacilor-Sollac a été dans l'incapacité de présenter un plan industriel cohérent », selon F.O. et la C.F.T.C. L'ensemble des syndicats a demandé l'ouverture d'une négociation tripartite avec M. Giraud, ministre de l'Industrie, M. Mayoux indiquant qu'il « n'avait jamais refusé de se rendre à une convocation d'un ministre, mais qu'il n'en voyait pas l'utilité ».

Vendredi se tiendra la réunion de synthèse pour le groupe Usinor, qui devrait vraisemblablement déboucher sur la même impasse.

Comme nous l'avions souligné au début des négociations, l'absence quasi totale de marge de manœuvre laissée par M. Giraud au P.D.G. du groupe sidérurgique, essentiellement sur le plan financier, permettait de prévoir une telle issue.

FRANÇOIS RENARD.

### NOUVELLES BRÈVES

● Une assurance-chômage pour les chefs d'entreprise. — Le C.N.P.F. et la confédération générale des P.M.E. ont créé le 4 avril une association G.S.C., Garantie sociale des chefs et dirigeants d'entreprise. Ce régime assurera le versement d'une indemnité aux dirigeants d'entreprise en nom personnel et aux dirigeants d'entreprise mandataires sociaux non couverts par le régime de l'UNEDIC.

L'Association recevra les adhésions des organisations professionnelles et son régime qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juin sera garanti par un groupement de sociétés d'assurances.

● « Nous sommes satisfaits de constater que le nombre de juifs autorisés à quitter l'Union soviétique a été en nette augmentation en 1978 et qu'il a continué de croître au cours des premiers mois de 1979 », a déclaré mercredi 4 avril M. Hoddling Carter, porte-parole du département d'Etat. Depuis le début de 1979, douze mille juifs soviétiques ont émigré. — (Reuter.)

## Blazers et imperméables chez Old England

UN PEU de pluie, un peu de soleil, voilà le temps des blazers confortables et légers. Chez Old England, ils sont droits ou croisés, en Hopsack marine 100 % pure laine (580 F), en laine peignée et même en cachemire beige.

Quant aux indispensables imperméables, ceux d'Old England plairont aux hommes les plus exigeants. En gabardine de laine ou en popeline 100 % coton. Forme trench, croisé, ceinturé avec bavolet (à partir de 1370 F) ou raglan classique en coton doublé tartan (895 F).

### Old England

12, bd des Capucines, Paris 9<sup>e</sup>  
9 h 30/12 h 30 - 14 h/18 h 30

## Investissez dans l'anglais! C'est un capital indispensable.

Nos cours « trimestriels » débutent mardi 17 avril.

Téléphonez à nos hôtesses : 325.41.37

**ILC** International Language Centre  
20, passage Dauphine 75006 Paris

## Actuellement, je propose un choix exceptionnel de diamants purs

Exemples			
0,53 carat blanc exceptionnel	E. 10 fois	16.000	f.t.t.c.
0,73 carat blanc extra	G. 10 fois	23.500	f.t.t.c.
0,98 carat blanc extra	G. 10 fois	44.850	f.t.t.c.
1,01 carat blanc extra	G. 10 fois	53.700	f.t.t.c.

Livrés avec certificat officiel de pureté (10 fois) de la Chambre de Commerce de Paris

**MP** PARIS  
8, place de la Madeleine tél. : 260.31.44  
138, rue La Fayette  
86, rue de Rivoli

Dans le monde restreint des maisons de qualité

## NICOLL

vous offre

Pour homme

Costume Prêt-à-Porter	depuis 950 F.
Costume Mesure Industrielle	depuis 1.200 F.
Veston Sport Fantaisie	depuis 650 F.
Pantalon Flanelle	depuis 290 F.

Pour dame

Ensemble printemps  
Blazers, jupes, imperméables

## NICOLL

La tradition anglaise du vêtement  
à Paris 29 rue Tronchet, depuis 1820.



## L'HOTEL BYBLOS

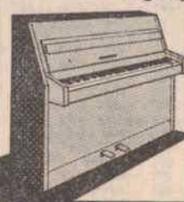
cadre prestigieux

Vacances de grande dame

PHONE (94) 97.00.04  
TEL. X. 470.235 / CABLE BYBLOS

## Un piano droit pour 8350 F ttc

Larges possibilités de crédit personnalisé.



hamm, venez visiter nos 5 étages d'exposition entièrement rénovés offrant le plus grand choix de marques de Paris. Neuf - Occasion - Vente - Achat - Réparations Accord - Transport

## hamm

Le piano... et toute la musique.  
135-139 r. de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544 38-86  
Parking - Prés gare Montparnasse.

LA GUERRE D'UGANDA

Des éléments tanzaniens ont pénétré dans Kampala

LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet



1.80 F

Algerie, 1,30 DA; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 130 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, 5 000; Côte-d'Ivoire, 150 F CFA; Danemark, 3,75 kr.; Espagne, 50 pes.; Grande-Bretagne, 25 p.; Grèce, 25 dr.; Iran, 50 ris.; Italie, 400 l.; Liban, 250 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 27 esc.; Sénégal, 150 F CFA; Suède, 2,80 kr.; Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 75 cts; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 2
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La fin du « libéralisme » en Chine

Il y a trois ans, sur la place Tiananmen, une manifestation d'hommage à Zhou Enlai dégenérait en émeute contre le régime, alors sous l'influence de ceux qui allaient devenir la « bande des quatre ».

L'heure n'est plus aux concessions. Le groupe de dirigeants qui avait si bien su tirer parti de la vague de contestations — tant qu'elle n'était dirigée, bien sûr, que contre le régime déchu — y a mis le holà dès qu'il n'en a plus eu besoin ou qu'il a senti que le mouvement risquait d'aller trop loin.

Après avoir encouragé, voire suscité, puis laissé se développer une campagne vigoureuse sur les « droits de l'homme », M. Deng Xiaoping semble être revenu à des méthodes plus traditionnelles. Lorsqu'il était secrétaire général du parti, il n'avait guère manifesté un attachement particulier aux libertés et prônait, avec Liu Shaoqi, un développement « à la soviétique ».

Après avoir encouragé, voire suscité, puis laissé se développer une campagne vigoureuse sur les « droits de l'homme », M. Deng Xiaoping semble être revenu à des méthodes plus traditionnelles. Lorsqu'il était secrétaire général du parti, il n'avait guère manifesté un attachement particulier aux libertés et prônait, avec Liu Shaoqi, un développement « à la soviétique ».

Innocents ou téméraires, d'aucuns ont pris cette campagne pour les « droits de l'homme » au sérieux. Des auteurs de dazibaos, emportés par l'enthousiasme, ont cru possible de poser des questions sur le socialisme, de critiquer certains aspects de la Chine que le gouvernement les septuagénaires qui entourent M. Deng.

Certes, en Chine comme ailleurs, les arrestations ne règlent pas les problèmes. Mais le durcissement, de même qu'hier l'opération contre le Vietnam, confirme, s'il en était encore besoin, que les dirigeants chinois n'ont pas l'intention de céder à la « tentation de l'Occident ».

Au Portugal

LA SCISSION AU SEIN DU PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE EST CONSACRÉE PAR LE DÉPART DE PRÈS DE LA MOITIÉ DES DÉPUTÉS.

(Lire page 6.)

LES DIFFICULTÉS DE LA MAJORITÉ ET LES DÉBATS AU SEIN DU P.S.

M. Giscard d'Estaing souhaite établir grâce à la télévision un contact régulier avec l'opinion

La présidence de la République a annoncé jeudi 5 avril que M. Giscard d'Estaing va participer à des émissions télévisées « d'un type nouveau ».

Cette initiative répond au souci du chef de l'Etat d'engager un effort supplémentaire d'information et d'explication. Il semble peu douteux que la première de ces émissions donnera l'occasion à M. Giscard d'Estaing de porter une appréciation sur la situation au sein de la majorité et, vraisemblablement, de répondre aux attaques de M. Jacques Chirac.

L'écredon ou le marteau-pilon ?

Que faire ? Que faire quand on incarne le pouvoir exécutif dans un régime semi-présidentiel et que l'on est quotidiennement contesté par l'un des principaux leaders de la majorité sur laquelle on s'appuie ?

Bref, que faire quand on est un président de la V<sup>e</sup> République et que se dessine un avatar de la bipolarisation, qui fait d'un chef de formation de la majorité un presque opposant ?

AU JOUR LE JOUR

PAS DE PANIQUE

A l'heure où le gouvernement décide l'accélération du programme nucléaire français, et où le gouvernement allemand décide que les exigences de santé et de sécurité des populations auront priorité sur les nécessités économiques de l'industrie nucléaire.

Dans ces conditions, on peut se demander par quel coup du hasard le public en question n'a pas été mieux informé jusqu'à présent ; et l'on peut, d'autre part, se demander, à la lumière des récents événements de Three-Mile-Island aux Etats-Unis, si l'éventuel manque d'information des responsables chargés de la sécurité des centrales nucléaires n'est pas également susceptible de déclencher une panique.

A part cela, l'essentiel est que, dans la rapidité qu'elles mettent à programmer la construction de neuf réacteurs d'ici à 1985, les autorités françaises montrent qu'elles ne cèdent pas à la panique.

BERNARD CHAPUIS.

Deux réponses sont envisageables : l'une d'expectative et de calme, l'autre de contre-offensive.

L'expectative et la placidité caractérisent la stratégie actuelle du pouvoir.

NOÛ JEAN BERGEROUX.

(Lire la suite page 7.)

Plusieurs équipes dirigeantes peuvent se former au congrès de Metz autour de M. Mitterrand

Le congrès du parti socialiste, qui siège du vendredi 6 au dimanche 8 avril au Palais des congrès de Metz, doit rassembler quelque mille deux cents délégués, un millier d'invités et trois cents journalistes.

La délégation du M.R.G. sera conduite par M. François Loncle, secrétaire national. En revanche, le P.C.F. n'a, cette fois, délégué aucun responsable de haut niveau.

Les congressistes doivent être accueillis par M. Jean Laurain, député socialiste de la Moselle. Le choix de la Lorraine et de sa capitale pour ce congrès revêt, aux yeux des dirigeants du P.S., un caractère symbolique, cette région étant considérée, du fait de ses difficultés, comme l'une des principales « terres de mission » du parti socialiste.

Rarement les débats des socialistes auront été aussi ouverts ; la composition de la nouvelle direction et de la majorité qui la soutiendra fait l'objet de multiples hypothèses, car plusieurs types de « gouvernement » peuvent se former autour de M. Mitterrand.

« Tenir bon, relancer le parti » : ainsi étaient intitulés deux chapitres de la motion soumise par M. François Mitterrand au vote des militants socialistes. Tel est le schéma qui prévaut aujourd'hui. Face à une vive contestation interne, le premier secrétaire du parti socialiste a, en effet, tenu bon ; il lui reste à relancer l'action du parti.

Dans quelles conditions pourra-t-il le faire, avec quel parti, tel est l'enjeu du congrès de Metz. Plusieurs hypothèses sont possibles. Le congrès peut s'achever par la mise en place d'un « gouvernement homogène » des signataires de la motion de M. Mitterrand. Il peut également être conclu par un texte adopté à l'unanimité. Il peut, enfin, donner lieu soit à la recréation de l'ancienne majorité, soit à la mise sur pied d'une nouvelle majorité, selon que le premier secrétaire accepte ou non de réaliser une synthèse avec MM. Pierre Mauroy et Michel Rocard, ou bien avec le CERES.

La multiplicité des solutions possibles montre à la fois que le P.S. n'est pas véritablement unifié et qu'il dépend encore largement de la volonté d'un homme que les sources multiples du socialisme soient « mêlées en un seul fleuve », selon l'expression de M. Mitterrand.

Certes, lors du précédent congrès à Nantes en juin 1977, le premier secrétaire avait fait en sorte d'avoir les mains libres. Il avait pu, à l'époque, refuser la synthèse entre la large majorité qu'il conduisait et le CERES, et imposer sa loi à l'ensemble du parti sans enclencher, à l'encontre de la minorité, un processus d'affrontement. Les débats de Nantes, il est vrai, se situaient dans la perspective d'une victoire électorale de la gauche aux élections législatives de mars 1978.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 8.)

Les mariages forcés

par MAURICE DUVERGER

On espère que le congrès socialiste ne perdra pas de temps à pourfendre le fantôme de la troisième force et à proclamer sa fidélité à l'union de la gauche. Ces adjurations rituelles sont parfaitement inutiles. Une alliance du centre était possible quand la droite modérée partageait plus ou moins les théories de Keynes, qui la rapprochaient d'un projet social-démocrate.

Il n'y a qu'un terrain d'accord : la construction européenne. Cela ne suffit pas à fonder une alliance de gouvernement quand on est opposé sur tout le reste, et notamment sur la politique économique et sociale, qui est fondamentale.

Quant le P.C.F. accuse les socialistes de rêver à une entente avec une partie de la majorité, il fait un peu penser à l'incendiaire qui crie « Au feu ! ». Lui-même a beaucoup plus de points d'accord avec le R.P.R. que le P.S. avec l'U.D.F. Communistes et chiraquiens ne se rapprochent pas seulement sur le refus de l'Europe communautaire, mais aussi sur le nationalisme économique, sur la relance industrielle, sur la méfiance à l'égard des Etats-Unis.

Cependant, les règles du jeu ont changé à l'intérieur de chacune, en même temps que les rapports de forces. Il y a cinq ans, les gaullistes dominaient la majorité et les communistes dominaient l'opposition. Aujourd'hui, la balance penche de l'autre côté. Aux législatives de 1978, le R.P.R. a perdu la prépondérance. Il est resté le premier en voix et en sièges ; mais une partie de ses députés a subi l'attraction de l'Elysée, et une partie de ses électeurs glisse vers l'U.D.F., qui devient le moteur de la majorité. Le P.C.F. a moins reculé ; mais il a nettement glissé vers la seconde place. C'est un changement qualitatif essentiel, dans un pays où l'Assemblée nationale et le président sont élus par un scrutin majoritaire à deux tours. Désormais, la

gauche est conduite par les socialistes et la droite par les giscardiens. L'analogie des récriminations de Georges Marchais et de Jacques Chirac reflète l'analogie de leurs situations.

(Lire la suite page 9.)

CHILI : la dictature installée

Plus de cinq ans après le coup d'Etat militaire qui renversa le gouvernement constitutionnel du président Salvador Allende, le général Pinochet est toujours au pouvoir au Chili, et, selon toute apparence, il y est solidement installé.

Nous commençons en page 5 la publication d'une série de trois articles de notre envoyé spécial, Thierry Malinlaik.

LA FRANCE VUE PAR PIERRE DROUIN

Le film de nos « temps forts »

« Qu'est-ce qui fait courir la France ? » Sous ce titre qui intrigue, c'est comme un grand film-reportage à la Reichenbach que Pierre Drouin nous offre. Film de nos temps forts, de nos respirations collectives, des obstacles surmontés et des étapes parcourues depuis 1945 par une nation dont la principale erreur est peut-être aujourd'hui de sous-estimer son propre souffle.

Si vous ouvrez ce livre, il y a gros à parier que vous ne le refermez pas avant d'avoir franchi la ligne d'arrivée. Sans effort, sans fatigue ; sa foulée allègre vous portera sans désemparer au bout de ces 210 pages (trop brèves, à mon goût).

« Qu'est-ce qui fait courir la France ? » Qu'est-ce qui, dans ce pays divisé par les idéologies, recrée parfois la convergence, l'adhésion, sinon l'enthousiasme ? Selon les moments ou les cas, un

homme public, un projet collectif, une idée-force qui modifient les climats.

Les deux départs, comme le dit Pierre Drouin, ce sont deux projets collectifs, lancés par Jean Monnet, qui ont le plus marqué les lendemains de la Libération.

Le Plan, d'abord, dont on comprendra que je ne rappelle rien d'autre que ces lignes adressées par Jean Monnet au Général. « Je suis sûr d'une chose, c'est qu'on ne pourra pas transformer l'économie française sans que le peuple français participe à cette transformation. Quand je dis le peuple, ce n'est pas une entité abstraite, ce sont les syndicats, les industriels, l'administration, tous les hommes qui seront associés à un plan d'équipement et de modernisation. »

MICHEL ALBERT.

(Lire la suite page 35.)

RAYMOND TOURNOUX

Le feu et la cendre Les années politiques du général de Gaulle 1946-1970 Plon